

Question parlementaire nr. 55010164C déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Le régime autoritaire en Égypte

Madame la Ministre,

En Égypte, la politique répressive de l'actuel président égyptien devient de plus en plus dur. Plusieurs milliers d'opposants mais aussi des avocats, journalistes, médecins, et beaucoup d'autres ont déjà été arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. Pour exemple, un militant des droits de l'homme a récemment été jugé à 15 années de prison pour quelques tweets critiques. Nombreuses sont d'ailleurs les organisations humanitaires qui dénoncent ces répressions excessives.

Récemment, des centaines de Députés et Sénateurs du monde entier viennent de s'adresser via lettre au régime égyptien réclamant la libération immédiate des prisonniers politiques et le respect des droits humains. Dans certaines prisons, les détenus se trouvent en grève de faim pour dénoncer leurs situations désespérées.

Madame la Ministre, mes questions sont les suivantes :

- Avez-vous pris connaissance de la lettre adressée aux autorités égyptiennes par de nombreux mandataires politiques du monde entier ?
- Des belges ont également été parmi les signataires ?
- D'autres actions avec participation belge sont-elles prévues dans le but d'apaiser la politique du président égyptien ?

Je vous remercie, Madame la Ministre, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

REPONSE:

En effet, je suis au courant d'une lettre adressée par quelques 220 signataires, et d'une pétition américaine séparée quelques jours auparavant, adressées au président égyptien Abdel Fattah al Sissi, dénonçant la situation des prisonniers d'opinion. Les signataires ont ainsi voulu mettre pression sur le pouvoir égyptien en faveur des défenseurs des droits humains, journalistes, militants politiques, avocats et autres, incarcérés pour avoir revendiqué ou exercé leurs droits humains. La lettre met en exergue les risques sanitaires aggravés à cause de la pandémie de COVID-19.

Selon mes informations, 22 mandataires de nationalité belge ont souscrits la lettre dont il s'agit.

Fin septembre, lors de la 45^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève, un dialogue interactif était à l'ordre du jour portant sur le rapport du Secrétaire-général des Nations unies concernant les représailles dont auraient été victimes les personnes qui cherchent à coopérer ou qui ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes. La Belgique y est

ANTWOORD:

Ik ben inderdaad op de hoogte van een open brief, met zo'n 220 ondertekenaars, en van een aparte Amerikaanse petitie van enkele dagen eerder, gericht aan de Egyptische president Abdel Fattah al-Sisi. Hierin wordt de situatie van de gewetensgevangenen veroordeeld. De ondertekenaars willen op die manier druk uitoefenen op de Egyptische machthebbers ten voordele van mensenrechtenactivisten, journalisten, politieke militanten, advocaten en anderen die opgesloten zijn omdat ze hun mensenrechten opeisten of uitoefenden. De brief vestigt ook de aandacht op de ernstige gezondheidsrisico's omwille van de COVID-19 pandemie.

Volgens de informatie waarover ik beschik, hebben 22 volksvertegenwoordigers met Belgische nationaliteit de brief in kwestie ondertekend.

Eind september, tijdens de 45^e sessie van de Mensenrechtenraad in Genève, stond een interactieve dialoog op de agenda die betrekking had op het rapport van de secretaris-generaal van de VN over vergeldingsacties tegen personen die trachten samen te werken, of hebben samengewerkt met de Verenigde Naties, haar vertegenwoordigers en haar mechanismen. België kwam hierbij

intervenue, conjointement avec les Pays-Bas et le Luxembourg, faisant une déclaration que mettait en avant 3 cas égyptiens de représailles, dont un est repris dans la lettre qui fait l'objet de votre question.

La diplomatie belge continuera à œuvrer pour la libération des prisonniers d'opinion dans le monde, y compris en Egypte.

**Pour Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, absente :
Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME et de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,**

tussen met een gezamenlijke verklaring met Nederland en Luxemburg. Drie gevallen van vergelding in Egypte werden onder de aandacht gebracht, waarvan er één ook wordt vermeld in de brief die voorwerp uitmaakt van uw vraag.

De Belgische diplomatie zal blijven ijveren voor de vrijlating van gewetensgevangenen in de wereld, met inbegrip van Egypte.

Voor Sophie Wilmès, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en de Federale Culturele Instellingen, afwezig:

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

David Clarinval

